



Vendredi 14 novembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

## SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167 et Corr.1 et 2) [fin] 135

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

**Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1, A/C.2/L.167 et Corr.1 et 2) [fin]**

[Point 25, d\*)]

1. M. ELAHI (Pakistan) rappelle que, lors du débat général, il a dit qu'il y aurait lieu de passer du stade de l'octroi de bourses d'études à celui de la création de centres de formation et de la mise en œuvre de projets de démonstration. Il ne reviendra donc pas sur cette question, mais il tient à dire une fois encore que des projets pilotes ou des projets de démonstration sont indispensables pour généraliser les bienfaits de l'assistance technique. Il espère notamment que le projet dont les experts de l'Organisation des Nations Unies ont recommandé la mise en œuvre au Béloutchistan fera l'objet de toute l'attention du Bureau de l'assistance technique.

2. Rappelant que sa délégation figure au nombre des auteurs du projet de résolution commun relatif à l'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.256 et Corr.1), M. Elahi se déclare heureux de constater que ce projet a reçu l'appui de nombreuses délégations. En ce qui concerne les amendements proposés par le représentant de l'Equateur (A/C.2/L.167 et Corr.1) qui visent à donner au programme d'assistance technique un caractère permanent et plus régulier, M. Elahi rappelle que sa délégation n'a pas manqué de souligner à plusieurs reprises que le programme d'assistance technique avait dépassé le stade expérimental; c'est pourquoi la délégation du Pakistan avait proposé, elle aussi, de charger le Conseil économique et social de rédiger des propositions que l'Assemblée générale examinerait. M. Elahi appuie donc les amendements en question. Il se félicite notamment que le représentant de l'Equateur ait accepté de remanier, dans le document A/C.2/L.167/Corr.1,

le texte du paragraphe 6 proposé dans le quatrième amendement qui, sous sa forme actuelle, peut être accepté par les délégations qui avaient exprimé des doutes sur la possibilité de fixer dès maintenant l'objectif que le programme élargi devrait atteindre. En conséquence, la délégation du Pakistan votera en faveur des amendements présentés par la délégation de l'Equateur.

3. M. GUTIERREZ GOMEZ (Colombie) s'associe aux orateurs qui ont souligné l'importance du programme d'assistance technique comme moyen d'assurer le développement des pays insuffisamment développés dans le cadre de la coopération internationale. Sa délégation appuie le projet de résolution commun dont la Commission est saisie. Il déclare que la Colombie s'est engagée dans une entreprise de développement économique qui requiert le concours d'experts capables de l'aider à découvrir et à exploiter ses ressources naturelles. Ce pays a déjà prouvé son désir de prendre part, dans la mesure de ses moyens, à la réalisation d'un programme de coopération internationale. C'est ainsi que la Colombie a participé à un certain nombre d'expériences dans le domaine de l'assistance technique; parmi ces expériences, il convient de mentionner les travaux de la mission économique de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Le Gouvernement de la Colombie a également accueilli des experts de l'Organisation des Nations Unies en matière d'administration et de finances publiques, de mécanisation de l'agriculture et d'installations ferroviaires. De même, le Gouvernement de la Colombie a accueilli à Bogota les Membres de la Conférence sidérurgique qui s'est tenue sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine et dont les résultats ont été très encourageants.

4. Le Gouvernement colombien a également créé un organisme chargé de coordonner les différents programmes de même nature, d'en assurer le financement et d'en orienter l'exécution pour en obtenir le meilleur rendement. Il a créé aussi le centre de planification économique dont le rôle est de servir d'organe de liaison entre les différentes missions d'assistance technique qui travaillent en Colombie. Tout ceci indique

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

à quel point le Gouvernement colombien apprécie la valeur de la coopération internationale sur le plan technique. M. Gutiérrez Gómez croit que cette coopération technique, pour porter tous ses fruits, devrait être une coopération élargie et à long terme. C'est pourquoi il appuiera le projet de résolution commun. Il appuiera également les amendements présentés par la délégation de l'Equateur. A ce sujet, il fait observer qu'en élaborant le document A/C.2/L.167/Corr.1, le représentant de l'Equateur a su maintenir l'esprit de sa proposition primitive tout en supprimant certains points de détail qui avaient donné lieu à des objections de la part de plusieurs délégations. Il se félicite que le débat puisse ainsi prendre fin sur une note harmonieuse. Enfin, M. Gutiérrez Gómez tient à rendre hommage au Président directeur du Bureau de l'assistance technique et au personnel chargé de la préparation et de la mise en œuvre des programmes.

5. M. NURADI (Indonésie) attire tout d'abord l'attention de la Commission sur le document du Bureau de l'assistance technique qui porte la cote TAB/INF/C/R.44 et qui a trait à l'état des contributions au programme élargi d'assistance technique à la date du 30 septembre 1952. A en croire ce document, l'Indonésie n'aurait pas encore versé sa contribution pour le deuxième exercice du programme élargi d'assistance technique. M. Nuradi tient à signaler qu'il s'agit là d'une erreur et que le Gouvernement de l'Indonésie s'est acquitté de ses obligations en juillet 1952. Il exprime l'espoir que l'Administration procédera à la rectification qui s'impose, si ce n'est déjà fait.

6. M. Nuradi exprime ensuite la satisfaction que lui inspire l'examen des résultats déjà obtenus par l'Administration de l'assistance technique. Il souligne notamment qu'en Indonésie de grands progrès ont été accomplis par rapport à l'année dernière et que ces progrès sont, dans une large mesure, dus aux efforts conjugués des organes chargés de l'administration du programme et du Gouvernement indonésien. La première année d'exécution du programme d'assistance technique a permis de dégager des enseignements et l'on a ainsi pu adapter le programme aux besoins du pays. L'assistance technique a grandement facilité pour l'Indonésie la mise en œuvre du programme de développement économique établi par son gouvernement. Le Bureau de planification du Gouvernement de l'Indonésie a pu notamment s'assurer les services d'économistes compétents pour l'élaboration d'un programme d'ensemble de développement économique à long terme. M. Nuradi en exprime sa reconnaissance à l'Administration de l'assistance technique. Il souligne également le rôle de premier plan qu'a joué le représentant à demeure de l'Administration de l'assistance technique, qui a contribué au succès du programme d'assistance technique en Indonésie en coordonnant les travaux des experts des institutions spécialisées et ceux de la mission d'assistance technique. Il tient à ce sujet à remercier le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'avoir répondu favorablement au Président directeur du Bureau de l'assistance technique qui lui avait demandé de détacher M. John Reid en Indonésie pour y exercer les fonctions de représentant à demeure.

7. Le Gouvernement de l'Indonésie, satisfait des résultats obtenus par l'assistance technique, envisage

l'avenir avec optimisme. Il ne doute pas en effet que sous l'impulsion de M. Owen, son Président directeur, le Bureau de l'assistance technique accroîtra encore la portée du programme élargi en résolvant certains problèmes, notamment ceux qui sont liés aux prix de revient locaux et à la fourniture de matériel.

8. M. Nuradi appuie sans réserve le projet de résolution commun. Il déclare qu'en dépit de sa situation financière précaire, le Gouvernement de l'Indonésie s'efforcera de contribuer au financement du programme élargi.

9. En ce qui concerne les amendements présentés par la délégation de l'Equateur, M. Nuradi se déclare heureux que leur auteur ait tenu compte des observations formulées au cours de la discussion générale et ait remanié la rédaction du paragraphe 6 proposé dans le quatrième amendement; l'Assemblée générale disposera ainsi, à sa prochaine session, de tous éléments utiles pour envisager de donner un caractère permanent à l'assistance technique sans que les gouvernements aient à prendre pour le moment des engagements financiers à long terme. M. Nuradi votera donc pour les amendements présentés par la délégation de l'Equateur.

10. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) remercie le représentant de l'Indonésie des paroles aimables qu'il a prononcées à l'égard du Gouvernement néo-zélandais. La délégation de la Nouvelle-Zélande n'est pas encore intervenue dans le débat, d'une part parce qu'elle a indiqué au cours de la discussion générale (205ème séance) que son gouvernement appuie sans réserve le programme d'assistance technique, et, d'autre part, parce que des opinions concordantes ont été exprimées au cours de l'examen de la question. M. Perry espère que l'on arrivera à réaliser l'unanimité; pour sa part, il appuiera le projet de résolution commun.

11. En ce qui concerne les amendements présentés par la délégation de l'Equateur, M. Perry appuiera la nouvelle rédaction proposée pour le paragraphe 6. Il est heureux de constater qu'on supprime toute mention de la "permanence" du programme dans l'amendement au deuxième alinéa du préambule; il pense en effet qu'il est inutile d'insister sur le point, puisque la notion d'assistance à long terme inspire implicitement l'ensemble du programme et le concours apporté par les divers gouvernements. En outre, s'il sera toujours nécessaire de procéder à des échanges internationaux de connaissances générales et techniques, on espère que les problèmes des pays insuffisamment développés ne se poseront pas toujours. M. Perry estime également que les questions financières occupent une trop large place aux troisième et quatrième amendements. Le succès du programme d'assistance technique ne sera pas jugé en fonction des sommes dépensées, mais sur la base des progrès obtenus grâce à l'application et à la concentration des techniques modernes en vue de la solution des problèmes posés par le développement économique. Il est certain qu'il faut pouvoir établir les plans à l'avance, mais M. Perry doute que le paragraphe 5 proposé (texte qu'il n'est pas en mesure d'appuyer) soit de nature à résoudre la question en faisant avancer de deux mois environ la date des négociations. A son avis, c'est le rapport prévu dans le paragraphe 6 dont l'insertion est proposée qui apportera une solution.

12. En terminant, le représentant de la Nouvelle-Zélande s'associe aux éloges qui ont été adressés au Président directeur du Bureau de l'assistance technique et au Directeur général de l'assistance technique.

13. M. HUNEIDI (Syrie) exprime l'espoir que les échanges de vues auxquels vient de procéder la Commission faciliteront les travaux de l'Administration de l'assistance technique dans le Moyen-Orient et permettront d'améliorer le sort des populations de cette région.

14. Il souligne que la coopération internationale dans le domaine économique est l'un des aspects les plus importants de l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies. Cette coopération, qui prend la forme d'une aide accordée par les pays industrialisés aux pays insuffisamment développés, est sans aucun doute un élément de paix et de sécurité dans le monde; la participation d'un grand nombre de pays au programme élargi d'assistance technique est la preuve évidente des bienfaits que les pays insuffisamment développés peuvent retirer de l'exécution de ce programme. C'est ce qui justifie le désir d'élargir encore l'assistance technique et de la rendre permanente.

15. M. Huneidi s'élève contre l'affirmation suivant laquelle il conviendrait de répartir l'assistance technique entre les pays bénéficiaires proportionnellement à leurs contributions au programme. En effet, les pays insuffisamment développés sont en général tout autant dépourvus de ressources financières que de moyens techniques; il serait donc illogique de demander à ces pays, qui ont besoin d'assistance technique, une contribution financière supérieure à celle qu'ils seraient en mesure de fournir.

16. Pour ce qui est du projet de résolution commun, M. Huneidi déclare que la délégation de la Syrie est prête à l'appuyer, tout en réservant pour son gouvernement une complète liberté d'action. Il estime également que le texte remanié des amendements présentés par la délégation de l'Equateur est parfaitement acceptable et constitue même un réel progrès par rapport au texte primitif; il est en effet préférable d'adopter une formule progressive pour assurer le succès de l'œuvre entreprise. C'est pourquoi la délégation de la Syrie votera pour les amendements de l'Equateur et notamment pour le texte du paragraphe 6 tel qu'il figure au document A/C.2/L.167/Corr.1.

17. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il ne peut passer sous silence les remarques que le représentant de la Yougoslavie a jugé bon de formuler, au cours de la séance précédente, au sujet du caractère de l'aide que l'URSS accorde aux pays qui sollicitent son assistance économique et technique. M. Arkadyev ne s'étonne pas de ces remarques: il y a longtemps que les dirigeants de la Yougoslavie sont devenus les agents dociles de l'impérialisme américain et qu'ils recherchent toutes les occasions de plaire à leurs maîtres. Or, quelle meilleure façon pour eux de se gagner l'estime de ces derniers que de porter des accusations calomnieuses contre l'URSS?

18. Le représentant de la Yougoslavie a dit que l'assistance donnée par l'URSS à la Yougoslavie n'était pas fondée sur le principe de l'égalité. Il a cité à ce propos l'article 8 de l'accord d'assistance technique conclu entre l'URSS et la Yougoslavie, qui prévoyait que le pays bénéficiaire réglerait les dépenses afférentes

au transport des fournitures et aux frais de séjour et de déplacement des experts. M. Arkadyev souligne que les deux parties avaient librement accepté cet arrangement, dont elles avaient arrêté les termes d'un commun accord. Les dispositions incriminées étaient tout à fait normales et n'avaient pas de caractère politique ou militaire.

19. Les déclarations du représentant de la Yougoslavie à la Deuxième Commission contredisent du reste celles de son chef Tito qui, en 1945, à l'occasion de la ratification du traité d'amitié et d'entraide conclu entre la Yougoslavie et l'URSS, affirmait publiquement que cet accord respectait pleinement les droits et la souveraineté des petits pays et que l'URSS était mue par le seul désir de resserrer les liens existant entre les deux pays et de collaborer à la reconstruction et au développement de la Yougoslavie.

20. Mais la Yougoslavie d'aujourd'hui n'est plus celle du lendemain de la guerre. Elle est entrée dans l'orbite des Etats-Unis en vertu de l'accord militaire signé en 1951 dans le cadre de la prétendue sécurité mutuelle. Elle aura désormais son rôle à jouer dans le bloc militaire que le Pentagone s'efforce de créer dans les Balkans. Cela explique les nombreuses visites de généraux, d'hommes d'Etat, de techniciens américains et, tout récemment encore, celle du chef des forces navales américaines en Méditerranée accompagné de son escadre. A propos de cette dernière visite, M. Arkadyev cite un article du *New York Herald Tribune* selon lequel le chef des forces navales américaines aurait eu pour mission d'obtenir l'autorisation d'utiliser les bases navales yougoslaves et d'amener la flotte yougoslave à participer aux manœuvres de la flotte américaine en Adriatique.

21. M. Arkadyev dit que les visées des Etats-Unis ne s'arrêtent pas là. Leur objectif est de transformer le territoire et l'économie yougoslaves en un arsenal pour leur machine de guerre. L'assistance technique et financière fournie ces derniers temps à la Yougoslavie n'a d'autre but que de développer la production de guerre de ce pays, aux dépens de la production civile. M. Arkadyev cite à l'appui de ses assertions des extraits du *Christian Science Monitor* et du *World Telegram and Sun*. Il déclare qu'il ressort clairement de toutes ces informations que, si les Etats-Unis fournissent des fonds à la Yougoslavie, c'est pour y constituer un point d'appui qui leur permettra de menacer les pays de l'Europe orientale. Si la Yougoslavie n'y voit aucune atteinte à sa souveraineté et à son honneur, d'autres en jugent différemment.

22. Les représentants de la Yougoslavie dans les organes des Nations Unies se plaisent souvent à parler de menaces qui pèseraient sur leur pays. Ils omettent cependant de dire que c'est à la Yougoslavie elle-même qu'incombe la responsabilité du climat hostile qui règne aujourd'hui dans cette partie du monde. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler son attitude à l'égard de l'Albanie et les déclarations faites à ce sujet par M. Enver Hodja. Sans doute la Yougoslavie se conforme-t-elle dans ce domaine aux ordres qu'elle reçoit.

23. M. Arkadyev ne fera pas lui-même l'éloge de l'assistance que l'URSS fournit aux démocraties populaires et à d'autres pays amis. Il préfère s'en remettre au témoignage d'un porte-parole qualifié de la Répu-

blique hongroise, M. Gerö, qui écrivait récemment que l'aide fraternelle de l'URSS était un élément indispensable du développement économique et social de son pays comme de celui des autres démocraties populaires d'Europe et d'ailleurs. Après avoir énuméré diverses réalisations rendues possibles par cette aide, notamment dans le domaine de l'industrie métallurgique, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Roumanie, M. Gerö signalait que ces pays accroissaient rapidement leur production de tracteurs, de voitures automobiles, d'outillage agricole, de biens d'équipement, de produits chimiques. Il soulignait que plusieurs pays qui ne possédaient qu'une industrie rudimentaire se trouvent dotés, aujourd'hui, d'industries modernes outillées pour la production en série. Grâce à l'aide de l'URSS, la Hongrie, pays essentiellement agricole, s'est industrialisée en quelques années au point que, en 1951, sa production dépassait de 256 pour 100 le niveau d'avant-guerre. M. Gerö concluait en affirmant que le nouveau plan quinquennal de l'URSS contribuerait à resserrer davantage encore la coopération économique entre l'URSS et les démocraties populaires. Le représentant de l'URSS termine en disant que ces paroles sont suffisamment éloquentes et qu'il n'a rien à y ajouter.

24. M. HUEZO (Salvador) dit que son pays est l'un de ceux où il est le plus urgent de procéder à la prospection, à l'inventaire et à l'exploitation des ressources naturelles, en raison de la forte pression démographique qu'il subit. C'est pourquoi le Gouvernement salvadoréen a toujours porté un vif intérêt aux activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées dans le domaine de l'assistance technique.

25. L'OMS, la FAO, l'UNESCO et l'OIT collaborent actuellement à l'exécution d'un vaste projet d'amélioration rurale et d'hygiène du milieu dans une région qui compte une centaine de milliers d'habitants. Une mission de vingt et un membres a étudié la structure économique du pays et a formulé des recommandations pour l'élaboration d'un plan général de développement économique. Enfin, le Salvador bénéficie des mesures qui sont prises, sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine, en vue de réaliser l'union économique des pays de l'Amérique centrale.

26. La délégation du Salvador ne peut donc que se féliciter de l'œuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies et elle appuiera le projet de résolution commun.

27. M. YAFTALI (Afghanistan) dit que l'Afghanistan, pays insuffisamment développé, compte sur l'assistance technique des Nations Unies pour réaliser son développement économique et social. L'Afghanistan a eu l'heur de bénéficier de cette assistance dès le début et il souhaite voir élargir davantage encore un programme dont il a éprouvé et continue d'éprouver toute l'utilité.

28. M. Yaftali indique que son gouvernement a créé une organisation permanente chargée de coordonner et de faciliter les travaux des experts qui se trouvent sur son territoire au titre de l'assistance technique. Cet arrangement s'est révélé des plus satisfaisants.

29. La délégation afghane s'est réjouie de la nomination de M. David Owen aux fonctions de Président

directeur, car elle est convaincue qu'il donnera une nouvelle impulsion à l'exécution du programme élargi.

30. M. Yaftali votera en faveur du projet de résolution commun; il approuve également les amendements présentés par le représentant de l'Equateur dans leur dernière rédaction (A/C.2/L.167 et Corr.1).

31. M. MATES (Yougoslavie), invoquant l'article 114 du règlement intérieur, demande à répondre à la dernière intervention du représentant de l'URSS.

32. Il rappelle tout d'abord que les observations qu'il avait formulées et que M. Arkadyev vient de rappeler concernaient un projet d'accord élaboré en 1948.

33. Le représentant de l'URSS a déclaré à ce propos qu'il est tout naturel que les pays bénéficiaires couvrent les frais de l'assistance technique qui leur est fournie. Mais lorsqu'on demande aux pays bénéficiaires de régler la totalité des dépenses, on ne peut plus parler d'assistance; il s'agit alors d'un marché aux termes duquel avis techniques et matériel sont vendus au prix fort.

34. Si M. Arkadyev était vraiment convaincu du caractère normal de cet accord, il n'aurait pas témoigné d'une aussi vive indignation et il n'aurait pas considéré les déclarations du représentant de la Yougoslavie comme injurieuses à l'égard de son pays. Mais il sait que toute comparaison entre les méthodes appliquées par l'URSS et celles que l'Organisation des Nations Unies s'efforce de mettre au point dans le domaine de l'assistance technique ne serait pas à l'avantage des premières et cela explique la vivacité de ses propos. Le représentant de la Yougoslavie déclare qu'il n'a pas été surpris par le ton du représentant de l'URSS, qui rappelle étrangement celui des communications officielles que la Yougoslavie reçoit depuis plusieurs années de Moscou. M. Mates laisse aux membres de la Commission le soin de juger de l'effet d'une telle attitude et des dangers qu'elle peut comporter pour les relations internationales.

35. Quant à la déclaration du maréchal Tito que M. Arkadyev a citée, elle concernait, non pas le projet d'accord de 1948, mais un accord d'amitié et d'assistance mutuelle conclu par l'URSS et la Yougoslavie en mars 1945, en pleine guerre, alors que la Yougoslavie, comme bien d'autres pays à l'époque, était persuadée qu'il était possible d'établir des relations amicales avec l'URSS sur une base durable. Malheureusement, les événements qui se sont produits entre 1945 et 1948 ont démontré l'inanité de ces espoirs. La responsabilité ne peut en incomber à la Yougoslavie, car on ne saurait songer sérieusement que ce petit pays de 16 millions d'habitants envisage et prépare une agression contre les pays du bloc soviétique, qui comptent plus de 200 millions d'âmes.

36. Le représentant de l'URSS voudrait faire croire que la Yougoslavie a vendu son territoire et sa liberté aux Etats-Unis lorsqu'elle a conclu avec eux un accord d'assistance militaire. Il n'ignore cependant pas que le texte de cet accord a été publié et que tout le monde peut s'assurer que toutes ses clauses sont inspirées par le désir des signataires de sauvegarder la paix et d'atteindre les objectifs de la Charte. Certes, l'accord porte essentiellement sur la fourniture d'armes à la Yougoslavie. Mais il ne faut pas oublier que c'est l'URSS qui a acculé la Yougoslavie à la regrettable



nécessité de réarmer. La Yougoslavie n'a jamais caché que, depuis 1948, elle utilise une partie importante de son revenu national et de sa production pour renforcer sa défense nationale, car elle est décidée à sauvegarder la liberté de son sol, qu'elle a défendu au cours des siècles au prix d'immenses sacrifices.

37. M. Arkadyev a cité des personnalités américaines qui se sont récemment rendues en Yougoslavie. La liste qu'il a donnée est loin d'être complète. Il a oublié de mentionner la visite amicale de la flotte britannique ou encore celle d'un général de l'état-major de l'armée française, le général Blanc. Il n'a pas dit non plus que la Yougoslavie accueille un très grand nombre de journalistes et de touristes, car ses portes sont largement ouvertes. Elle envoie elle-même des hommes d'Etat, des parlementaires, des généraux, à l'étranger. Une mission d'amitié est sur le point de se rendre en Asie. La Yougoslavie est décidée, en effet, à multiplier ses contacts avec le monde extérieur, non pour préparer une agression mais pour nouer des liens avec le reste du monde, et aussi pour pouvoir compter sur des amitiés solides si un jour elle se trouvait en péril, malgré elle.

38. M. Arkadyev, fidèle à l'habitude chère aux représentants de l'URSS, a cité des journaux américains. Il a mentionné, notamment, un article du *New York Herald Tribune* relatif à la visite de la flotte américaine en Yougoslavie. M. Mates tient à souligner qu'il s'agissait d'un "canard" que Belgrade et Washington se sont empressés de démentir. Du reste, le journal ne disait pas qu'un accord avait été conclu au sujet de l'utilisation de bases yougoslaves, mais qu'un tel accord était souhaité. Quoi qu'il en soit, M. Mates affirme que le Gouvernement yougoslave n'a conclu et n'a l'intention de conclure aucun accord de ce genre et qu'il n'existe aucune base étrangère en Yougoslavie.

39. Enfin, pour ce qui est du témoignage de MM. Hodja et Gerò, que le représentant de l'URSS a invoqué, M. Mates déclare qu'il n'appartient ni à M. Arkadyev, ni à lui-même d'en juger: le jugement définitif sera rendu par l'histoire, qui, elle, ne se trompe pas.

40. Le PRESIDENT annonce que la discussion sur le point 25, d de l'ordre du jour (Assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés) est close. Il invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) dont la Commission est saisie, ainsi que sur les amendements présentés par la délégation de l'Equateur (A/C.2/L.167 et Corr.1).

41. M. KATZ-SUCHY (Pologne) fait observer que le projet de résolution concerne le programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés. Il conviendrait donc, à son avis, d'en modifier le titre actuel et de l'intituler: "Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés".

42. Le PRESIDENT accepte la proposition du représentant de la Pologne et fait remarquer que l'Assemblée générale a adopté à sa sixième session une résolution 519 (VI) qui porte le titre proposé par le représentant de la Pologne. Il prie le Rapporteur de tenir compte de cette suggestion et de modifier en consé-

quence dans son rapport le titre actuel du projet de résolution.

43. Il signale que le représentant de l'Equateur a également remplacé, dans son deuxième amendement (A/C.2/L.167), les mots "et sa continuation à titre permanent" par "et son progrès continu". Il annonce que les auteurs du projet de résolution commun ont accepté les deux premiers amendements de l'Equateur.

44. M. GARCIA (Philippines) demande que lorsque le projet de résolution sera mis aux voix, la Commission vote par appel nominal sur le deuxième alinéa du préambule.

45. Le PRESIDENT met aux voix le troisième amendement de l'Equateur (A/C.2/L.167).

*Par 46 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'amendement est adopté.*

46. M. EL-TANAMLI (Egypte) et M. DE SEYNES (France) estiment que la traduction française des mots "*their pledges to*", qui figurent dans le paragraphe 5 que le représentant de l'Equateur propose d'ajouter au projet de résolution, implique un engagement plus précis que celui que prévoit le texte original anglais. Ils proposent de remplacer les mots "s'engageront" par "pourraient s'engager".

*Il en est ainsi décidé.*

47. M. ENCINAS (Pérou) demande que la traduction espagnole des mots "*towards the goal*", qui figurent au paragraphe 5 proposé dans le quatrième amendement, soit modifiée, car elle ne correspond pas exactement au sens du texte original anglais.

48. M. DE SEYNES (France) estime que la même critique peut être adressée à la traduction française.

49. Le PRESIDENT dit que le Secrétariat effectuera les modifications nécessaires<sup>1</sup>.

50. Il met aux voix la première partie du quatrième amendement de l'Equateur qui tend à ajouter un paragraphe 5 au dispositif du projet de résolution commun.

*Par 39 voix contre zéro, avec 13 abstentions, l'amendement est adopté.*

51. Le PRESIDENT indique que les auteurs du projet de résolution commun ont accepté la deuxième partie modifiée du quatrième amendement de l'Equateur, à savoir le paragraphe 6 qu'on envisage d'ajouter au dispositif du projet de résolution commun, dans la rédaction proposée au document A/C.2/L.167/Corr.1.

*Il est procédé au vote par appel nominal sur le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution commun sous sa forme modifiée par l'amendement de l'Equateur.*

*L'appel commence par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indo-

<sup>1</sup> Le texte du paragraphe 5, rectifié en espagnol et en français suivant les observations des représentants du Pérou et de la France, figure au document A/C.2/L.167/Corr.2.

nésie, Iran, Irak, Israël, Libéria, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Arabie saoudite, Suède, Syrie, Thaïlande, Turquie.

*Vote contre:* Néant.

*S'abstiennent:* République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Par 47 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le deuxième alinéa du préambule est adopté.*

52. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution commun sous sa forme modifiée.

*Par 46 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution commun est adopté sous sa forme modifiée.*

53. A la suite d'un débat de procédure concernant l'ordre d'examen des divers projets de résolution et amendements présentés au sujet du point 25, *a*, de l'ordre du jour, auquel prennent part M. BUNGE (Argentine), M. JÖKEL (Australie), M. SALAMANCA FIGUEROA (Bolivie), M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique), M. DE SEYNES (France), M. HALIQ (Arabie saoudite), M. HUNEIDI (Syrie) et M. MATES (Yougoslavie), le PRESIDENT propose de classer les projets de résolution et amendements en quatre catégories.

54. Les trois premières, qui ont trait directement au point 25, *a*, de l'ordre du jour intitulé: Financement du développement économique des pays insuffisamment développés, sont les suivantes: i) financement du développement économique des pays insuffisamment développés: documents A/C.2/L.154 et Corr.1, A/C.2/L.157, A/C.2/L.159, A/C.2/L.161 et A/C.2/L.163; ii) financement du développement économique grâce à la fixation de prix internationaux justes et équitables pour les produits de base et à la réalisation de programmes nationaux de développement économique intégré: document A/C.2/L.162; iii) migrations et développement économique: document A/C.2/L.164.

55. La quatrième catégorie, qui concerne le droit pour chaque pays de nationaliser et d'exploiter librement ses richesses naturelles, est constituée par le document A/C.2/L.165 et Corr.1, que le Président propose d'examiner une fois la discussion du point 25, *a*, terminée et avant d'entreprendre la discussion du point 25, *c*, intitulé: "Réforme agraire".

56. Quant au projet de résolution A/C.2/L.155 relatif aux travaux des commissions économiques régionales, le Président suggère de l'examiner à la fin de la discussion du point 25 de l'ordre du jour.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 17 h. 35.



